

Informations économiques d'Afrique de l'ouest anglophone

Semaine 22, du 28 mai au 3 juin 2018

- Nigéria : Transparency International estime à 670 M USD les « security votes », des mécanismes budgétaires annuels assimilés à des pratiques de corruption ; annonce de développements dans l'énergie au Nigéria ; nouveaux projets dans la gestion des risques environnementaux ;

- Ghana : la Banque centrale abaisse son taux directeur à 17% ; neuf nouvelles licences d'exploration pétrolières seront octroyées en 2018 et 2019 ; Siemens et Rotan Power signent un MoU pour la construction d'une centrale thermique de 660 MW ; le Ghana représenté au salon VivaTech ;

- Libéria : affaire « Block 13 », des membres de l'ex-gouvernement Sirleaf mis en cause.

Nigéria

Transparency International estime à 670 M USD les « security votes », des mécanismes budgétaires annuels assimilés à des pratiques de corruption.

Selon un rapport de [Transparency International largement repris par la presse nigériane cette semaine, le Nigéria aurait consacré en moyenne 670 M USD par an ces dernières années aux dépenses discrétionnaires de sécurité](#) (security votes), un mécanisme largement assimilé à des pratiques de corruption. Instaurés sous les gouvernements militaires dès les années 1960, [ces fonds servent officiellement à couvrir les dépenses de sécurité imprévues, et permettent de débours des sommes importantes de manière discrétionnaire et en liquide](#). Transparency International a ainsi passé en revue les budgets de 29 des 36 Etats nigériens (données indisponibles pour les 7 autres), ainsi que celui de l'Etat fédéral, pour conclure qu'en moyenne 580 M USD était alloués à des security votes chaque année à l'échelon des Etats, auxquels viennent s'ajouter 50 M USD en moyenne pour l'Etat fédéral. Toujours selon le rapport, certains Etats comme Lagos ou Kano n'utiliseraient plus ces pratiques, tandis que des études de cas sur les Etats affectés par Boko Haram (Borno), les conflits entre éleveurs et agriculteurs (Plateau) ou encore par les dégradations de pipeline (Bayelsa) montrent un usage intensif des dépenses discrétionnaires de sécurité, qui laisserait selon le rapport place à des pratiques de corruption. Cette révélation intervient alors que le Nigéria entre dans en période électorale en vue des présidentielles de février 2019.

Annnonce de développements dans l'énergie au Nigéria.

La Banque mondiale a débloqué [200 M USD dans le cadre du programme régional d'électrification Off Grid \(ROGEP\) à destination de 19 pays africains dont le Nigéria. Mis en place par le centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO](#), l'initiative permettra le développement de systèmes solaires photovoltaïques pour l'alimentation de bâtiments publics, de services publics et d'habitations. La réalisation du projet se fait en deux phases sur une période de 5 ans, allant de 2017 à 2022. Par ailleurs, le Commissaire pour l'énergie de l'Etat de Lagos a annoncé que le programme [Embedded Power de l'Etat de Lagos démarrerait en juillet 2018, avec un appel à manifestation d'intérêt qui sera réalisé en juin](#). Il vise à ajouter [3 000 MW d'électricité supplémentaires d'ici trois à six ans](#), par le déploiement de centrales à gaz dans des lieux stratégiques de l'Etat de Lagos. [13 zones pour la phase pilote du programme sont en cours de validation par le Conseil exécutif de l'Etat](#). Pour rappel, la capacité électrique totale installée du Nigéria est d'environ 12 000 MW.

Nouveaux projets dans la gestion des risques environnementaux.

Le gouvernement fédéral a signé un accord avec la [Capacité africaine de gestion des risques \(ARC\) lors de la réunion annuelle de la Banque africaine de développement \(BAfD\) qui s'est tenue à Busan \(Corée du Sud\)](#). Cette institution spécialisée de l'Union africaine (UA) aide les Etats membres à mieux répondre aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles. Pour cela, l'ARC joue un rôle de conseil et utilise des mécanismes financiers tels que la mutualisation des risques et le transfert des risques. Autre information concernant la gestion des risques environnementaux, [le gouvernement de l'Etat d'Anambra \(Sud-Est\) a signé un accord de 9 Mds NGN \(soit près de 30 M USD\) avec deux entreprises chinoises, CGC-CHWE et CGC-YSE, ainsi qu'une entreprise locale, Monier Construction Company](#), pour des travaux de lutte contre l'érosion sur six sites. Ces projets, d'une durée de 24 mois, seront exécutés dans le cadre d'un partenariat entre la Banque mondiale, le gouvernement fédéral et l'Etat d'Anambra.

Ghana

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 17%.

[Pour la septième fois consécutive, la Banque centrale du Ghana \(BoG\) a décidé d'abaisser son taux directeur, de 18% à 17%](#). Elle justifie sa décision par la diminution de l'inflation au mois d'avril (-80 ppb, à 9,6%) suite notamment aux réductions des tarifs réglementaires de l'eau et de l'électricité. L'objectif d'inflation de la BoG pour 2018 demeure compris entre 6% et 10%, bien que la remontée des cours du pétrole devrait entraîner un renchérissement des prix à court terme. Les abaissements successifs du taux directeur intervenus par le passé n'ont pour l'heure eu que peu d'effet favorable sur les taux d'intérêt bancaires, qui demeurent prohibitifs pour la majeure partie des acteurs économiques.

Neuf nouvelles licences d'exploration pétrolières seront octroyées en 2018 et 2019.

Le ministère de l'Énergie a annoncé que six nouvelles licences d'exploration pétrolières seront accordées en 2018 et trois autres en 2019. [Parmi celles délivrées en 2018, trois le seront par appels d'offres, deux par négociations directes, la dernière étant réservée à la compagnie nationale GNPC et aux partenaires de son choix. Les travaux préparatoires des candidats devront être remis en août 2018, pour un octroi des licences prévues en avril 2019.](#) Les blocs pétroliers concernés se situent dans le bassin maritime ouest (Tano Cape Three Points) où les plateformes et pipelines préexistants devraient permettre une mise en production rapide des gisements découverts. Pour rappel, ces nouveaux développements résultent du jugement rendu par le Tribunal international de la mer en faveur du Ghana dans son contentieux territorial avec la Côte d'Ivoire. Les champs obtenus pourraient permettre d'accroître la production ghanéenne de 30 000 bpj. Actuellement, celle-ci s'élèverait à 170 000 bpj et pourrait atteindre 300 000 bpj d'ici 2020.

Siemens et Rotan Power signent un MoU pour une centrale thermique de 660 MW.

[Siemens et Rotan Power ont signé un Protocole d'Accord \(MoU\) pour la construction d'une centrale thermique de 660 MW dans l'enclave d'Aboadze \(Western Region\), qui abrite déjà plusieurs producteurs indépendants d'électricité.](#) Ce projet, conçu pour devenir une référence en matière de performance énergétique et environnementale en Afrique de l'Ouest, représenterait un investissement de plus de 500 M USD. Euler Hermes prendrait en charge une partie de son financement et en assurerait les garanties. Les travaux de construction s'effectueraient en deux phases ; la 1^{ère} débiterait en 2023 et la 2^{de} en 2025. Par ses capacités de production, l'usine de Siemens et Rotan Power pourrait ainsi devenir la plus importante centrale thermique du Ghana, capable d'alimenter en électricité plusieurs millions de foyers.

Le Ghana représenté au salon VivaTech.

Une délégation ghanéenne menée par le vice-ministre des Communications, M. George Andah, s'est rendue à la troisième édition de VivaTech, le salon français consacré à l'innovation technologique et aux start-ups. Parmi les représentants du Ghana figuraient notamment la start-up Bisa (Healthtech) et l'incubateur ISpace, pilote du programme d'entrepreneuriat panafricain Ayadalab, co-fondé par l'Institut Français et le Goethe-Institut. Les dirigeants de l'incubateur Mest Accra (partenaire de l'agence Paris&Co), du cabinet de conseil Edel Technology, ainsi que la cofondatrice ghanéenne de TheBoardRoom Africa, Marcia Ashong, animaient certains panels et concours d'innovation.

Libéria

Affaire « Block 13 », des membres de l'ex-gouvernement Sirleaf mis en cause.

Dans le cadre de l'enquête pour corruption présumée dans l'attribution du bloc pétrolier libérien n°13, [18 membres de l'administration sortante d'Ellen Johnson Sirleaf ont été mis en cause](#). Le rapport du Comité présidentiel nommé à cet effet par George Weah, exige ainsi [le remboursement par chacun des officiels cités de sommes comprises entre 5 000 USD et 35 000 USD, pour un total de 500 000 USD](#). Parmi les responsables mis en cause, l'ancienne ministre de la Justice Christiana Tah, l'ex-ministre des Finances Amara Konneh ou encore le fils de l'ancienne Présidente, Robert Sirleaf. Pour rappel, [l'enquête concerne l'attribution en 2005 par la NOCAL du bloc 13 à la compagnie anglo-libérienne BCP \(Broadway Consolidated/Peppercoast\) puis sa vente à Exxon Mobil](#). Pour information, l'actuel ministre de la Justice, [Frank Musa Dean, a annoncé la semaine passée se dessaisir de l'enquête](#) en raison d'un risque de conflit d'intérêt, ce dernier ayant été à la tête de la compagnie nationale pétrolière NOCAL au moment des faits entre 2004 et 2006.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
